

NOTE DE SYNTHÈSE CONSEIL COMMUNAUTAIRE 29/01/2015

1. Approbation du compte rendu du 04/12/2014

2. Convention schéma jeunesse (voir convention de partenariat ci-jointe)

Le Département de la Drôme a établi une charte départementale pour la jeunesse qui prévoit le financement direct aux Communautés de Communes de postes d'animateur de proximité pour répondre spécifiquement aux publics adolescents et préadolescents (11 /17 ans) et de prévention spécialisée selon la pertinence des besoins sur le territoire.

L'ex CCC et l'ex CCPS, avaient établi une convention avec le Conseil Général et la CCVD afin de répondre à la demande du Conseil Général de réaliser un projet à l'échelle d'un territoire et, ainsi, obtenir le financement de l'animateur de proximité de la MJC Nini Chaize.

Dans la continuité de ce partenariat, nous poursuivons la mise en place de cette politique en direction de la jeunesse conformément à la charte départementale. Dans cet esprit, la Communauté de Communes mène, entre autre, par l'intermédiaire d'un animateur socio-culturel de la MJC Nini Chaize, qualifié dans le domaine de l'éducation populaire, des actions susceptibles d'apporter un "mieux-être" à des jeunes du territoire en difficulté ou qui pourraient le devenir et aux familles fragilisées. La Communauté de Communes du Val de Drôme s'associe à cette convention dans le but d'avancer en cohérence sur l'évolution des projets en direction des jeunes.

Au titre de l'année 2015, le Conseil Général s'engage à financer la CCCPS un poste d'animateur de proximité rattaché à la MJC centre social Nini Chaize, soit 1 ETP sous réserve de l'inscription annuelle des crédits et de leur affectation.

Il est demandé au Conseil Communautaire de bien vouloir se prononcer sur cette convention de partenariat avec le Conseil Général et d'autoriser le Président à signer tous les actes afférents à cette décision.

3. Demande de financement au CDDRA/ projet pôle social

Le Président explique que dans le cadre de la politique sociale de la CCCPS, il est souhaitable de mettre en place un projet structuré et cohérent sur le thème du développement sensori-moteur du jeune enfant sur l'ensemble des services petite enfance de la Communauté de Communes (Multi-accueil, micro-crèche, RAM).

En effet, ce projet sera décliné de différentes façons (animation pour les enfants, conférence, formation pour les adultes...) et sur différents thèmes tels que le langage non-verbal, l'éveil musical, les contes, le développement moteur...

Ce travail aura pour objectifs, en plus du développement de l'enfant, de créer du lien entre les structures petite enfance du territoire (en régie et/ou associatives), de former les agents de nos structures et les assistants maternels et d'aider à la parentalité.

Ce projet aura lieu de janvier à juillet 2015 et pourra être prolongé si nécessaire.

Le Contrat de Développement Durable Rhône Alpes (CDDRA) aide au financement de certaines actions et notamment celles relatives à la petite enfance, la fiche action s'intitule : « favoriser l'accès à la culture pour le jeune public ». Le but étant de susciter la curiosité des jeunes enfants pour la culture (éveil à la lecture, éveil musical et sensoriel). Le cofinancement de la Région est à hauteur de 30 % des coûts d'intervention.

DEPENSES (1)	Dépenses totales en € (TTC)	RECETTES	Taux de subv° appliqué (%)	Montant en €
Formation continue « Signes et Marmots »	1 540 €	Région Rhône-Alpes	30 %	1 811 €
Conférence « Sensibilisation à la communication non verbale »	300 €			
Animation auprès des professionnels (assistants maternels) et des enfants	250 €			
PO Multi-accueil : Animation comptines et signes	220 €			
Eveil sensoriel-moteur	975 €			
Eveil musical	1 230 €			
Temps fort : Fête de la Musique : Bal des Enfants	1 220 €			
Journée des assistants maternels juin : histoire (en signes) contée et chantée	300 €			
		Autofinancement CCCPS (au moins 20%)	70 %	4 224 €
TOTAL	6 035 € (TTC)	TOTAL		6 035 €

Il est demandé au Conseil Communautaire de se positionner sur la demande de financement au CDDRA et d'approuver le plan de financement et d'autoriser le Président à signer tous les actes afférents.

4. Convention de partenariat de mise en œuvre de la politique de territoire à énergie positive (voir convention ci-jointe)

Le Président explique qu'il a été signé en 2009 un protocole avec la Région Rhône-Alpes et le Département de la Drôme pour mettre un œuvre un des sept grands projets de la Région (GPRA Biovallée®). Les résultats obtenus dans le GPRA et l'étude prospective Biovallée® 2040 ont conduit la CCCPS et la CCVD à poursuivre le travail engagé en faisant de l'énergie le pivot structurant de leur politique de développement territorial.

Leur ambition, validée unanimement par délibération des conseils communautaires, est de devenir un territoire à énergie positive à l'horizon 2040.

La présente convention a pour objet la construction et la mise en œuvre, du programme d'actions « **Biovallée® 2020, vers un territoire à énergie positive pour la croissance verte** ».

Cette convention prévoit l'organisation opérationnelle et la gouvernance entre les deux collectivités signataires afin de permettre la réalisation des actions prévues du programme, et ce dans les meilleures conditions.

Dans le cadre du programme TEPOS 2040, les EPCI ont obtenu le financement de postes qui permettront la réalisation des actions envisagées, notamment sur les orientations suivantes et dont la durée sera conditionnée à celle des financements :

- Accompagnement technique et financier des porteurs de projet pour la réhabilitation thermique des bâtiments, développement d'outils financiers et accompagnement des professionnels du bâtiment à travers le dispositif DOREMI,
- Accompagnement des collectivités pour la gestion énergétique de leur patrimoine,
- Ingénierie financière,
- Accompagnement des porteurs de projet pour le développement de la production d'énergies renouvelables.

Le portage et l'animation de cette convention font l'objet d'une répartition des engagements de chacun, et préalablement négociée en tenant compte de la dimension des EPCI mais aussi des contraintes liées aux exigences d'efficacité tant opérationnelle qu'administrative.

Les règles financières et de représentativité ont ainsi été fixées sur la base du nombre d'habitants, soit 67 % pour la CCVD et 33 % pour la CCCPS.

Les postes d'agents

La mise en œuvre de la présente convention prévoit le recrutement de cinq agents mutualisés dont trois seront portés par la CCCPS à savoir :

- Une chargée de mission animation de la plateforme et ingénierie financière à 0,9 ETP,
- Un conseiller énergie habitat au sein de la plateforme de réhabilitation thermique (1ETP),
- Un conseiller en énergie partagée (1ETP) en contrat d'avenir.

Le Bureau propose de créer 2 postes, l'un à 0.9 ETP et le second à 1 ETP et de créer un emploi d'avenir.

Il est demandé d'une part au Conseil Communautaire d'approuver cette convention de partenariat qui permettra d'atteindre les objectifs de Territoire à Energie Positive d'ici 2040 et d'autre part, afin de mettre en œuvre dans de bonnes conditions le programme d'actions « Biovallée® 2020, vers un territoire à énergie positive pour la croissance verte » :

- ***d'autoriser le Président à créer un poste d'emploi de la filière administrative de la catégorie A au cadre d'emploi d'Attaché à temps non complet de 32h hebdomadaire à compter du 1^{er} avril 2015,***

- *d'autoriser le Président à créer un poste d'emploi de la filière administrative de la catégorie A au cadre d'emploi d'Attaché à temps complet de 35h hebdomadaire à compter du 1^{er} avril 2015,*
- *d'autoriser le Président à recruter un non titulaire sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par la loi,*
- *de préciser l'échelon qui sera défini dans l'acte administratif,*
- *d'autoriser le Président à signer tous les documents relatifs à cette décision.*

5. Désignation d'un délégué au Conseil d'Administration de l'association de la Marque Biovallée®

Le Président explique que l'association de la Marque Biovallée® a été créée en mai 2012 et a pour objet principal d'assurer son animation, sa gestion et sa promotion. L'association propose aux acteurs économiques, associatifs et aux collectivités de la Vallée d'adhérer à la marque et de s'engager en parallèle à la mise en œuvre des actions de la charte Biovallée®. Actuellement, environ 80 établissements sont adhérents.

L'association porte également l'observatoire des pratiques durables en Biovallée®, outil auquel la Communauté de Communes n'a pas souhaité être associée et le dispositif d'écologie industrielle pour lequel la Communauté de Communes est partie prenante.

Nous sommes membre de droit au même titre que les autres Communautés de Communes du périmètre du Grand projet Rhône-Alpes Biovallée®.

Les membres délégués sont actuellement Philippe HUYGUES et Béatrice REY. Cette dernière souhaite être remplacée sur cette délégation.

Il est proposé aux membres du Conseil Communautaire de désigner un nouveau délégué qui siégera au Conseil d'Administration de l'association de la Marque Biovallée®.

6. Convention de partenariat avec le Conseil Général relative à la mise en place du dispositif de covoiturage (voir convention ci-jointe)

Le Président explique que le Conseil Général a engagé depuis 2008 une démarche d'accompagnement au développement du covoiturage en partenariat avec le département de l'Ardèche notamment. Cette démarche se décline en trois actions opérationnelles complémentaires :

- l'aménagement d'aires de covoiturage,
- la mise en service d'un site Internet www.ecovoiturage0726.fr,
- la mise en place d'un dispositif d'animation et de communication en support des actions réalisées par les collectivités partenaires.

Le Conseil Général propose aux collectivités locales directement concernées (Communautés de Communes et les Communes) par ces aménagements une convention de partenariat précisant les conditions de mise en œuvre de ce dispositif.

Les aires de covoiturage concernées par cette convention sont celles de :

- aire de covoiturage des Blaches à Crest,
- aire de covoiturage de la Croix de Romans à Crest,
- aire de covoiturage de St Ferréol à Crest,
- aire de covoiturage à venir sur la commune d'Aouste-sur-Sye,
- aire de covoiturage sur Piégros la Clastre,
- aire de covoiturage sur Vercheny.

A travers cette convention, le Conseil Général s'engage, tel que précisé dans le dispositif, à la mise en place de la signalisation verticale et directionnelle des aires de covoiturage ainsi que de son entretien et à intégrer et gérer sur le site Internet l'ensemble des informations liées aux aires de covoiturage de la Communauté de Communes.

Leur est assuré par les Communes selon la compétence voirie.

La Communauté de Communes s'engage à travers cette convention à la mise en œuvre d'actions d'animation et de communication permettant de faire connaître largement ces aires et d'encourager leur fréquentation et l'usage du covoiturage en général. Des outils seront mis à disposition par le Département (documents de communication, intervention du Département, stand, etc...).

Il est proposé aux membres du Conseil Communautaire d'approuver cette convention de partenariat pour le développement du covoiturage sur le territoire de la Communauté de Communes et d'autoriser le Président a signé les actes afférents à cette présent délibération.

7. Demande de subvention DETR au titre de l'aménagement de l'Eco parc du Pas de Lauzun

Le Président explique que le projet de création de l'éco-parc du Pas de Lauzun se concrétise. Au terme de plusieurs années de négociation avec l'entreprise Vicat, propriétaire d'un espace de près de 280 ha dont une majorité classée en espace naturel, la Communauté de Communes vient d'acquérir pour l'euro symbolique un tènement de 4,5 ha. Le compromis de vente a été signé le 9 janvier 2015 et l'acte de vente sera signé dès l'approbation du PLU de la Commune d'Aouste-sur-Sye.

En 2014, la Communauté de Communes avait mandaté un bureau d'études pour l'élaboration du dossier de création de ZAC. Une partie des études requises a été réalisée, ces travaux seront repris afin de finaliser le dossier de création. Soutenu par le GPRA Biovallée®, la Communauté de Communes a inscrit ce projet d'aménagement dans une démarche de développement durable.

La seconde phase opérationnelle de ce projet portera sur l'aménagement des parcelles.

Afin de compléter le plan de financement de ce projet, la Communauté de Communes sollicite le soutien de l'Etat à travers une demande de subvention au titre de la DETR :

Budget prévisionnel

Dépenses	Montant des opérations HT
Travaux	924 692 euros
Frais d'étude et aléas	180 792 euros
TOTAL	1 105 484 euros

Plan de financement

Recettes	Dépense éligible HT	Taux d'intervention des financeurs	Montant de la subvention HT	Taux de subvention
GPRA Biovallée	1 105 484 €	30 %	331 645 €	30 %
DETR	450 000 €	25 %	112 500 €	10 %
Autofinancement	1 105 484 €	45 %	661 339 €	60 %
TOTAL			1 105 484 €	100 %

Il est demandé aux membres du Conseil Communautaire d'approuver cette demande de subvention au titre de la DETR ainsi que le budget prévisionnel et le plan de financement adossé et d'autoriser le Président à signer tous les actes afférents à cette décision.

8. Structuration filière Chanvre - programme d'actions 2015

Le Président explique que le travail sur la filière chanvre, effectué depuis septembre 2013, a permis de réaliser :

- une étude d'opportunité d'une filière chanvre locale,
- une première expérimentation lancée sur 4,7 ha par 5 agriculteurs,
- un travail en collaboration avec des artisans locaux intéressés pour commercialiser le chanvre,
- une première rencontre des expérimentations autour du chanvre en Rhône-Alpes (échanges).

Au vu de ces résultats plutôt positifs, les enjeux identifiés pour l'année 2015 seraient les suivants :

- développer l'expérimentation en accompagnant les agriculteurs (culture, transformation, certification, matériels adaptés...),
- travailler sur l'aval de la filière pour mettre en œuvre les produits (communiquer, informer, sensibiliser),
- mutualiser et échanger avec les autres projets Rhône-alpins pour faire mieux avec moins.

Le bureau propose donc pour l'année 2015 de :

- Reconduire l'expérimentation de la culture

6 agriculteurs intéressés pour cultiver 5,2 à 5,4 hectares. De tester une deuxième variété et différentes méthodes culturales (amendements, récolte...).

- Organiser des portes ouvertes

Avant le printemps 2015, organiser une demi-journée d'information du grand public sur les intérêts du chanvre local et ses utilisations. Cette journée pourrait être co-organisée avec la FD CIVAM, la FD CUMA, la CAPEB. La date du 21 mars après-midi est proposée par le groupe de travail.

- Participer à la construction d'un réseau régional

Suite à la rencontre technique entre les différents acteurs, un dossier de subvention auprès de la Région est en préparation pour financer le travail de constitution du réseau.

Le bureau propose en parallèle d'accueillir, à l'occasion des portes ouvertes d'organiser les premières rencontres régionales à destination des élus, des agriculteurs, des professionnels du bâtiment ...

- Déposer un dossier CDDRA et LEADER : Plan de développement de la filière chanvre 2015/2018 : Afin de poursuivre l'accompagnement de cette filière naissante et de financer ces actions, il est proposé de porter un dossier de financement, dans le cadre du CDDRA et de Leader, déclinant un projet ambitieux de développement de la filière sur 3 ans.

Les axes d'actions envisagées dans le dossier :

- animation par la CCCPS : coordination, soutien et accompagnement des acteurs, travail sur l'évolution économique de la filière en lien avec la friche Vicat,
- animation ciblée de partenaires et experts : technique culturale (JP Colombier), machinisme et transformation (FD CUMA), formation et sensibilisation grand public (FD CIVAM),
- frais d'expérimentation et de certification,
- information-formation des professionnels du bâtiment,
- communication,
- participation au réseau régional.

Pour l'année 2015, le plan de financement prévisionnel est :

DEPENSES (1)	Dépenses totales en € (TTC ou HT)	Dépenses subventionnables en € (TTC ou HT)	RECETTES	Montant éligible en €	Taux de subv° appliqué (%)	Montant en €
Coordination et animation générale CCCPS	10 500 €	10 500 €	Région Rhône-Alpes, via CDDRA ou PSADER	31 350 €	50 %	15 675 €
Appui technique culturale	2 900 €	2 900 €	Europe – LEADER	31 350 €	30 %	9 405 €
Appui machinisme et transformation : FD CUMA	Dossier FD CUMA en cours					
Appui développement – formation – sensibilisation grand public : FD CIVAM	7 000 €	5 950 €				
Expérimentation – Certification - communication – information	12 000 €	12 000 €	Autofinancement collectivités (au moins 20%)	31 350 €	20%	6 270 €
TOTAL	32 400 €	31 350 €	TOTAL			31 350 €

La participation de la CCCPS dans la part « collectivités » pourra être, selon l'hypothèse de répartition retenue (convention entre les collectivités) :

Répartition des dépenses	Avec Leader				Sans Leader			
CCCPS/CCVD/CCD	CCCPS	CCCPS réel	CCVD	CCD	CCCPS	CCCPS réel	CCVD	CCD
50/25/25	3 025	1 975	1 513	1 513	8 350	5 725	4 175	4 175
50/50	3 135	1 490	3 135	-	7 838	4 338	7 838	-
25/75	1 568	600	4 703	-	3 919	1 719	11 756	-

Il est proposé au Conseil Communautaire de :

- *valider le principe des portes ouvertes et des rencontres régionales et de demander à la commission agriculture-tourisme d'en définir le programme précis qui sera acté en Bureau,*
- *autoriser le Président à déposer un dossier de financement au CDDRA et à LEADER avec les objectifs et le plan de financement présentés ci-dessus (celui-ci sera précisé au regard des devis demandés),*
- *acter la participation au réseau régional à hauteur de 2 jours de technicien par an. Un cofinancement du programme d'actions sera étudié par le Conseil Communautaire quand les besoins seront identifiés,*
- *Autoriser le Président à signer tous les actes afférents à ces décisions dont la convention de partenariat inter Epci.*

9. Association du réseau des OTSI : désignation des délégués

Le Président explique que le Réseau des OTSI Vallée de la Drôme modifie ses statuts en janvier 2015 (CA du 20 janvier). Une Assemblée Générale se réunira pour élire le nouveau Conseil d'Administration le 30 janvier prochain.

Dans le cadre du travail de conventionnement entre le Réseau et les Communautés de Communes de la Vallée, celui-ci propose à chaque intercommunalité de nommer 5 représentants à l'Assemblée Générale dont 3 délégués au Conseil d'Administration.

L'implication des élus intercommunaux dans le suivi des actions du Réseau des OTSI permettra une meilleure efficacité dans la répartition des missions entre collectivités, OT et Réseau et une meilleure remontée d'informations au Conseil Communautaire.

Il est demandé au Conseil Communautaire de désigner les membres et d'autoriser le Président à signer les actes afférents à cette décision.

10. Désignation des membres à l'Association de l'Office de Tourisme-Cœur de Drôme de Crest et de Saillans

Le Président rappelle les travaux conduits pour accompagner les deux Offices de Tourisme associatifs du territoire pour fusionner leurs entités et ne créer plus qu'un seul Office de Tourisme dont le nom est désormais « Office de Tourisme-Cœur de Drôme de Crest et de Saillans ».

Le Vice-Président en charge du tourisme fera une présentation des nouveaux statuts. Il expliquera notamment que désormais la CCCPS disposera de 20 délégués – membres de droit – (1 délégué par commune de la CCCPS + 3 de plus pour Crest et 2 de plus pour Saillans) dont 10 délégués au Conseil d'Administration.

Il est demandé au Conseil Communautaire de désigner les membres et d'autoriser le Président à signer les actes afférents à cette décision.

11. Demande de financements au titre de l'animation du PIG (voir Bilan ci-joint)

Le Président rappelle que le PIG « pour la performance énergétique et la lutte contre l'habitat indigne » est un dispositif de l'Etat en partenariat avec le Conseil Général qui permet d'améliorer l'information des habitants sur les aides existantes. Le Département demande aux EPCI de mettre en place une animation ; en contrepartie, il s'engage à :

- financer cette animation à hauteur de 20 % du coût HT,
- majorer les subventions des propriétaires (pouvant aller de 5 à 25% en fonction des revenus et de l'état de dégradation du logement).

Le contrat territorial avec le Département est prolongé sur l'année 2015 en attendant la refonte des interventions du Département pour 2016. Par ce contrat, la CCCPS s'est engagée à mettre en place l'animation PIG sur le territoire.

Comme en 2014, il est proposé de missionner le CALD (Centre d'Amélioration pour le Logement de la Drôme) pour animer le Programme d'Intérêt Général sur notre territoire.

L'animation proposée par le CALD comprend : un numéro vert, l'aide à l'élaboration de plans de financement.

Le plan de financement prévisionnel est le suivant :

DEPENSES	Dépenses totales en € (TTC)	Dépenses subventionnables en € (TTC)	RECETTES	Montant éligible en €	Taux de subv° appliqué (%)	Montant en €
ANIMATION CALD	17 486.40 (14 572 HT)	9 195 (7 662 HT)	Région Rhône-Alpes, via CDDRA ou PSADER	9 195	40 %	3 678
			Conseil Général	14 572	20 % du coût HT	2 944
			Autofinancement (au moins 20 %)			10 864.40
TOTAL	17 486.40	9 195	TOTAL			17 486.40

Il est demandé au Conseil Communautaire, dans l'attente de la révision du PLH en 2015,

- ***de se positionner sur la continuité de l'action,***
- ***d'autoriser le Président à signer la convention avec le CALD, de solliciter les demandes de financement au Conseil Régional, de négocier la convention avec le Conseil Général et de signer tous les actes afférents à cette décision.***

12. Convention tripartite entre le CAUE, la commune et la CCCPS (voir convention ci-jointe)

Le Conseil d'Architecture d'Urbanisme et de l'Environnement constitué sous forme associative, est chargé de promouvoir les politiques qualitatives de l'Architecture, de l'Aménagement et du Développement au travers, notamment, de l'exercice de sa mission d'accompagnement à la maîtrise d'ouvrage. Il mène avec les collectivités qui le souhaitent des actions concertées pouvant être formalisées par des conventions

d'objectifs, celles-ci ne correspondent ni à un acte de commerce, ni à la vente de prestations, l'activité du CAUE étant d'intérêt public et à but non lucratif.

Dans ce cadre, le CAUE propose aux communes et aux intercommunalités une convention tripartite qui encadre :

- Son accompagnement à un projet d'aménagement défini
- La participation de la Commune sous forme d'une adhésion, ouvrant droit à 4 jours de conseiller CAUE, et si besoin d'une participation forfaitaire à la journée supplémentaire
- La participation de la 3CPS, le cas échéant

Il est proposé que cette convention permette à la CCCPS de :

- Soutenir financièrement une commune qui souhaiterait mobiliser l'expertise du CAUE en lui reversant la somme correspondant à l'adhésion
- Participer à la réflexion sur le projet concerné par cette convention

Le montant des adhésions est proportionnel au potentiel financier élargi de la commune selon le barème suivant :

Tranche de PFIE	Montant adhésion (4 jours gratuits)
< 50 000	540
50 à 150 000	810
150 à 300 000	1 081
300 à 600 000	1 407
600 à 1 500 000	1 836
1500 à 4 000 000	2 162
> 4 000 000	2 478

Pour information, le cout par journée supplémentaire d'intervention peut aller de 229 à 459 € pour la commune.

Il est proposé au Conseil Communautaire d'autoriser le Président à signer cette convention avec toute commune de la CCCPS qui aurait un projet d'aménagement pour lequel elle solliciterait l'intervention du CAUE et de financer le cout de l'adhésion de la commune.

13. Convention entre le CAUE et la CCCPS

Dans le cadre d'une réflexion sur l'aménagement de l'espace Soubeyran à Crest, la CCCPS souhaite mobiliser le CAUE pour son expertise. Une convention d'objectif doit donc être signée sur la base d'une adhésion donnant droit à 6 jours d'intervention. L'adhésion pour les intercommunalités de moins de 50 000 habitants est fixée à 867 € forfaitaires + 0.08 € par habitant, soit pour la CCCPS un total d'environ 2027€.

Une réunion de travail sera organisée pour définir si des jours supplémentaires sont nécessaires à l'étude de ce projet. Le montant pour chaque journée supplémentaire est fixé à 357€.

Il est proposé au Conseil Communautaire d'autoriser le Président à signer cette convention avec le CAUE.

14. Demande de financements pour les travaux de réhabilitation et de mise aux normes de la STEP de Saillans

Le Président explique qu'un diagnostic a été conduit sur la STEP de Saillans et il fait état de la nécessité de renouveler une partie importante du matériel. En effet, la station qui a été construite en 1992, n'a depuis, pas fait l'objet de travaux conséquents et le matériel électromécanique doit être renouvelé à hauteur de 85 000 €.

D'autre part, un diagnostic sur la sécurité pour les agents travaillant sur le site a été conduit et a mis en avant plusieurs problèmes nécessitant des aménagements dont le coût s'élèverait à environ 70 000 €.

Le Président propose donc de déposer un dossier de demande de cofinancement au titre de la Dotation d'Equiperment des Territoires Ruraux à hauteur de 25 % du coût total et auprès de l'Agence de l'Eau au titre de la Dotation de Solidarité Rurale.

Budget prévisionnel

Dépenses	Montant des opérations HT
Renouvellement du materiel électro mécanique	85 000 euros
Mise aux normes et mise en sécurité des ouvrages	70 000 euros
TOTAL	155 000 euros

Plan de financement

Recettes	Dépense éligible HT	Taux d'intervention des financeurs	Montant de la subvention HT	Taux de subvention
DETR	155 000 €	25 %	38 750 €	25 %
DSR	155 000 €	30 %	46 500 €	30 %
Auto financement			69 750 €	55 %
TOTAL			155 000 €	100 %

Il est demandé au Conseil Communautaire de valider les demandes de financement DETR auprès des services de l'Etat, de la Dotation de Solidarité Rurale auprès de l'Agence de l'Eau et de toute autre subvention des collectivités supra intercommunales et d'autoriser le Président à les signer et de signer tous les actes afférents à cette décision.

15. Cession à titre gratuit par la commune du terrain d'assiette de la STEP de St Sauveur en Diois

Le Président rappelle le projet de Station d'Epuration sur la Commune de St Sauveur en Diois présenté et validé en Conseil Communautaire du 23 octobre 2014. Il précise que la Commune a délibéré pour une

cession à titre gratuit des parcelles afin d'y installer l'emprise de la STEP dont les travaux devraient démarrer au printemps.

Il est demandé au Conseil Communautaire d'accepter la cession à titre gratuit, par acte administratif des parcelles n°532 et n°534 situées sur la Commune de St Sauveur en Diois pour une surface totale 4 135 m², d'autoriser Yvan LOMBARD, Vice-Président à signer l'acte de vente et d'autoriser le Président à signer tous les autres actes afférents à cette décision.

16. Convention de mise à disposition de services mutualisés de secrétariat administratif (voir convention ci-jointe)

Le Président explique que les Communes d'Aubenasson, St Sauveur en Diois, Véronne, Chastel Arnaud et La Chaudière ont exprimé la volonté de voir leur service de secrétariat mutualisé à l'échelle de la CCCPS. A ce titre, il a été acté lors du Conseil Communautaire du 4 décembre dernier la création de ce service mutualisé, la création d'un poste pour remplacer la secrétaire en place qui restera employée par les communes.

Il est proposé aujourd'hui d'adopter une convention entre les communes utilisatrices du service et la CCCPS afin de prévoir les modalités de fonctionnement de ce nouveau service mutualisé. Il s'agit de fixer les missions de ces services de secrétariat qui a pour objet de gérer les affaires courantes des communes (actes administratifs, budgets, marchés publics...).

Le coût du service est calculé en coût unitaire de fonctionnement qui comprend :

- les frais de personnel (rémunération, charges sociales et patronales et toutes autres taxes),
- matériel et fournitures administratives,
- charges de structures et frais de gestion,
- frais de formation du personnel.

Dans l'hypothèse d'une résiliation qui serait du fait de la commune, il est convenu que la Commune sera tenue de payer une compensation annuelle équivalente au coût du service telle que prévue dans la présente convention et ce pour la durée initiale de la convention (soit jusqu'au terme des trois ans). Cette compensation pourra être versée annuellement ou faire l'objet d'un paiement unique équivalent à la dette totale.

Il est demandé au Conseil Communautaire de valider la convention, d'autoriser le Président à la signer ainsi que tous les actes afférents à cette décision.

17. Convention de mise à disposition de services techniques mutualisés (voir convention ci-jointe)

Le Président explique que même si les services techniques mutualisés font déjà l'objet d'une convention entre la CCCPS et les communes, il convient aujourd'hui de retravailler ce document pour l'harmoniser avec les autres conventions relatives aux services mutualisés.

Il est demandé au Conseil Communautaire de valider la convention, d'autoriser le Président à la signer ainsi que tous les actes afférents à cette décision.

18. Convention de mise à disposition du service urbanisme mutualisé (voir convention ci-jointe)

Suite à la délibération du 4 décembre dernier créant le service mutualisé d'urbanisme, le Bureau propose une convention qui fixe les modalités de fonctionnement du service mutualisé avec les communes concernées par l'arrêt de l'instruction par l'Etat. Le Maire restant l'autorité compétente pour délivrer les autorisations d'urbanisme et après instruction par le service mutualisé, il sera le seul signataire des arrêtés. La convention, le règlement du service et le tableau de composition du service sont en annexe de la présente note.

Il est demandé au Conseil Communautaire de valider la convention, d'autoriser le Président à la signer ainsi que tous les actes afférents à cette décision.

19. Conventions pour l'utilisation du tractopelle de la CCCPS (voir conventions)

Le Président rappelle que la CCCPS vient d'acquérir un tractopelle afin d'effectuer des travaux de tassage de bennes dans les déchèteries.

Le Président propose que cet engin puisse être mis à disposition, exceptionnellement, auprès des Communes qui en expriment la demande (accompagné d'un camion pour son transport) et il propose de prendre connaissance de deux conventions :

- l'une à l'attention de la commune d'Aouste sur Sye permettant la mise à disposition du tractopelle uniquement,
- l'autre à l'attention de toutes les Communes de la CCCPS proposant une prestation de service comprenant le tractopelle et son conducteur.

Le Président précise enfin que pour l'utilisation du matériel, la CCCPS reste prioritaire pour la réalisation de ses travaux.

Il est demandé au Conseil Communautaire de valider ces conventions et d'autoriser le Président à les signer avec les communes utilisatrices ainsi que tous les actes en lien avec cette décision.

20. Stratégie politique du mandat et Débat d'Orientation Budgétaire (voir présentation ci-jointe)

Le Président explique qu'il appartient aux EPCI qui comptent une commune de plus de 3 500 habitants de proposer à l'organe délibérant un débat lié à l'exercice budgétaire à venir et cela dans les 2 mois qui précèdent son examen en Conseil Communautaire.

Ce débat ne revêt aucune condition de forme et il appartient à chaque collectivité de construire son propre document. L'intérêt de cette présentation est pédagogique puisqu'elle vise à proposer une lecture complète et prospective du budget et également un outil de démocratie puisqu'il s'agit de construire en amont les enjeux budgétaires de l'année.

Dans un souci de cohérence, le DOB de la CCCPS sera composé de trois parties :

- présentation des attentes de la Loi de Finances 2015,
- état des lieux des finances de la CCCPS,
- proposition d'enjeux de l'exercice 2015. Cette dernière partie aura également pour objet de valider la stratégie du mandat qui se compose d'enjeux articulés autour des différents pôles de compétences.

Il est à noter que la construction du DOB 2015 est un exercice particulier puisque la collectivité n'a connu qu'un exercice budgétaire complet et ne dispose que de peu de recul pour établir un état des lieux ainsi que des ratios de gestion financière.

Il est demandé au Conseil Communautaire de valider ces orientations budgétaires, de valider la stratégie politique du mandat et d'autoriser le Président à signer tous les actes en lien avec cette délibération.

21. Questions diverses